



Les grandes notions de la responsabilité

Cours SSIE SP 2024

Prof. Dr Jacques Dubey



PLAN

I. La définition de la «responsabilité»

II. Les divers types de responsabilité

- 1. La responsabilité extra-contractuelle**
- 2. La responsabilité contractuelle**

III. Trois notions (presque) communes

- 1. Le dommage**
- 2. La causalité**
- 3. La faute**

IV. Trois différences

- 1. La responsabilité pour les auxiliaires**
- 2. La preuve de la faute**
- 3. La prescription**

La définition de la «responsabilité»

En général

Obligation faite à une personne de réparer le préjudice causé à autrui

Responsabilité extra-contractuelle
violation d'un *devoir général*
(envers un tiers/quiconque)

Responsabilité contractuelle
violation d'un *devoir spécial*
(envers un cocontractant)

Ensemble des règles qui imposent au responsable l'obligation de réparer le préjudice causé à la victime et imputable à une faute ou à un état de fait assimilé

Ensemble des règles qui imposent au débiteur l'obligation de réparer le préjudice causé au créancier par la violation d'une obligation contractuelle

Règles générales:

Règles spéciales:

art. 41 à 55 CO

art. 56 et 58 CO,
679, 684 CC, etc.

Règles générales:

Règles spéciales:

art. 97 et 101 CO

art. 197, 367, 398
CO, etc.

Renvoi de l'art. 99 al. 3 CO aux art. 42 ss CO

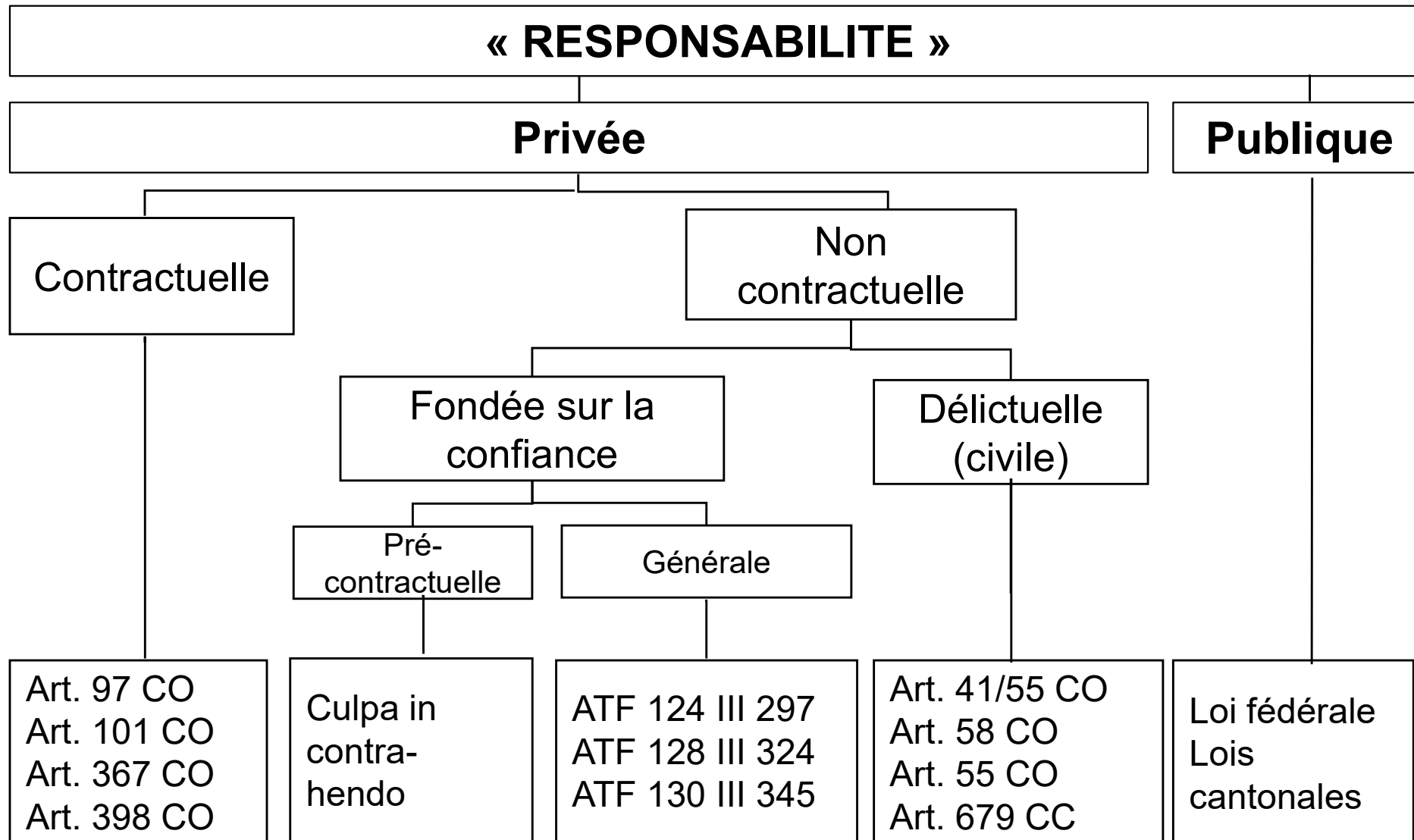
La définition de la «responsabilité»

En général

Violation d'un devoir général	Violation des règles de la bonne foi		Violation d'un devoir spécial
Responsabilité civile	<i>En général</i> (envers un tiers dans un rapport spécial)	<i>En négociant</i> (envers un futur cocontractant)	Responsabilité contractuelle
	Responsabilité fondée sur la confiance	Responsabilité pré-contractuelle	
	P. ex.: responsabilité de l'expert pour les erreurs de son rapport	P. ex.: responsabilité du mandant en cas de rupture des négociations	
Art. 2 CC (Devoirs généraux) Chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses obligations selon les règles de la bonne foi			

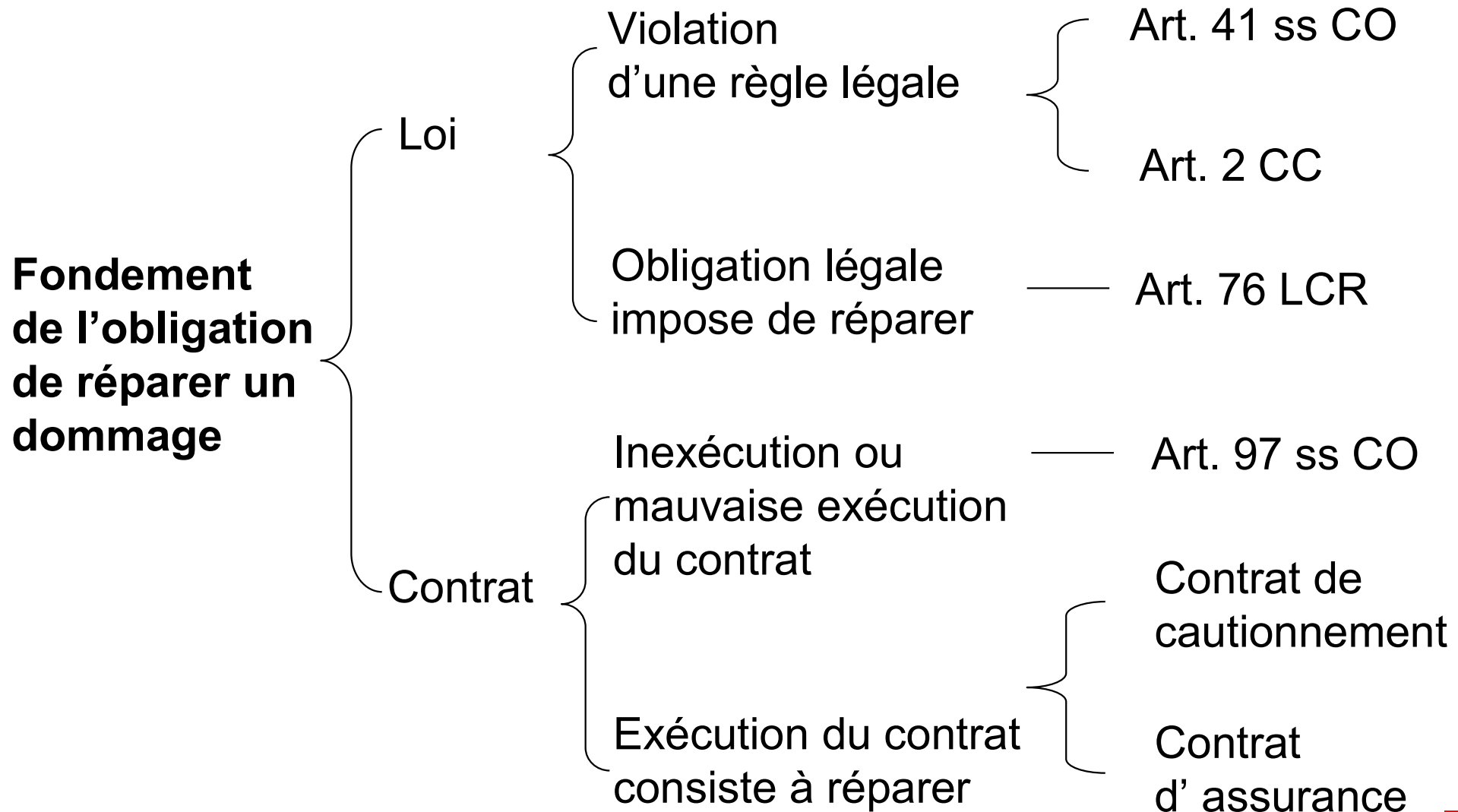
Les divers types de responsabilité

Panorama général



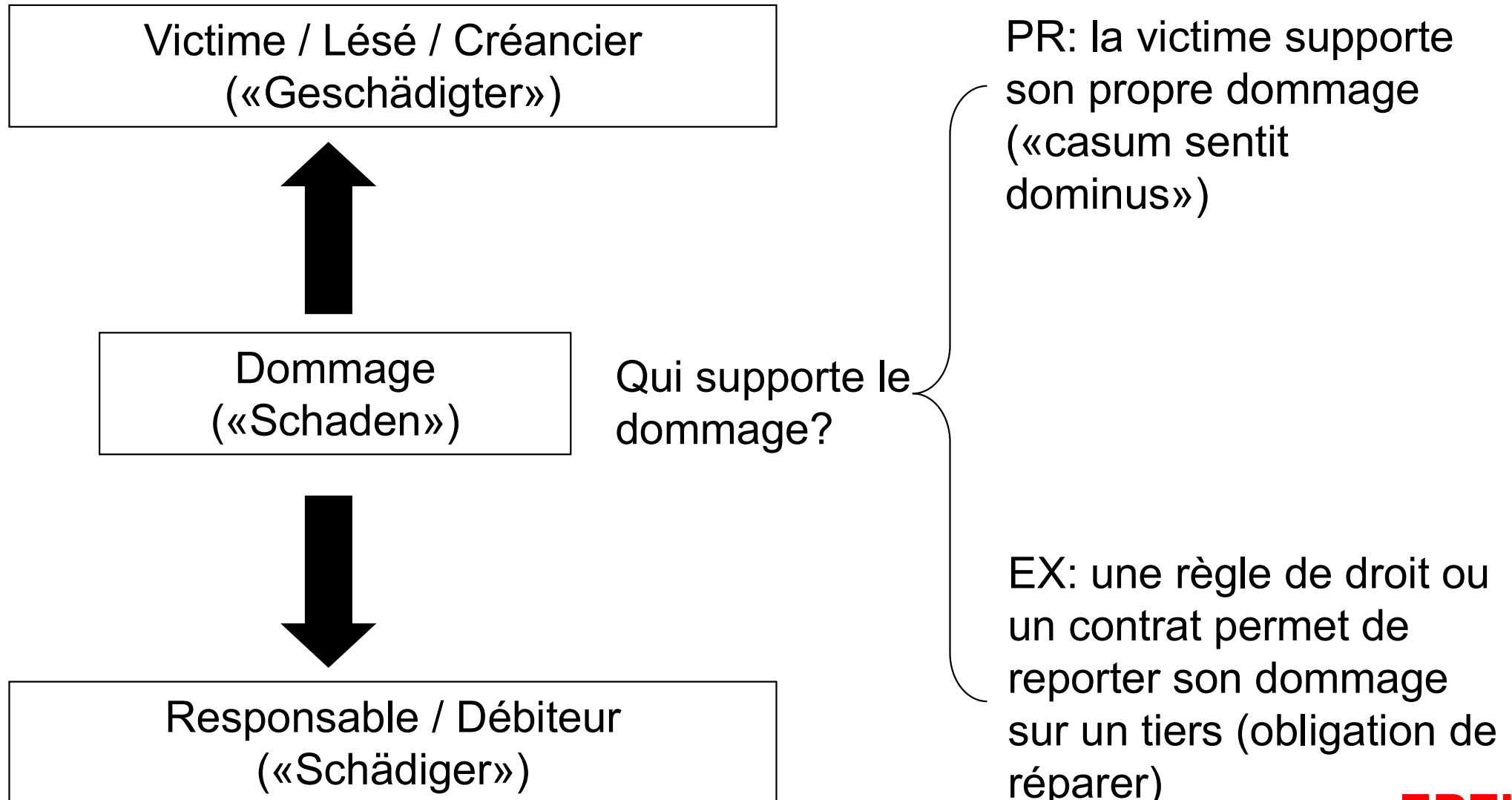
La définition de la «responsabilité»

A propos de l'obligation de réparer



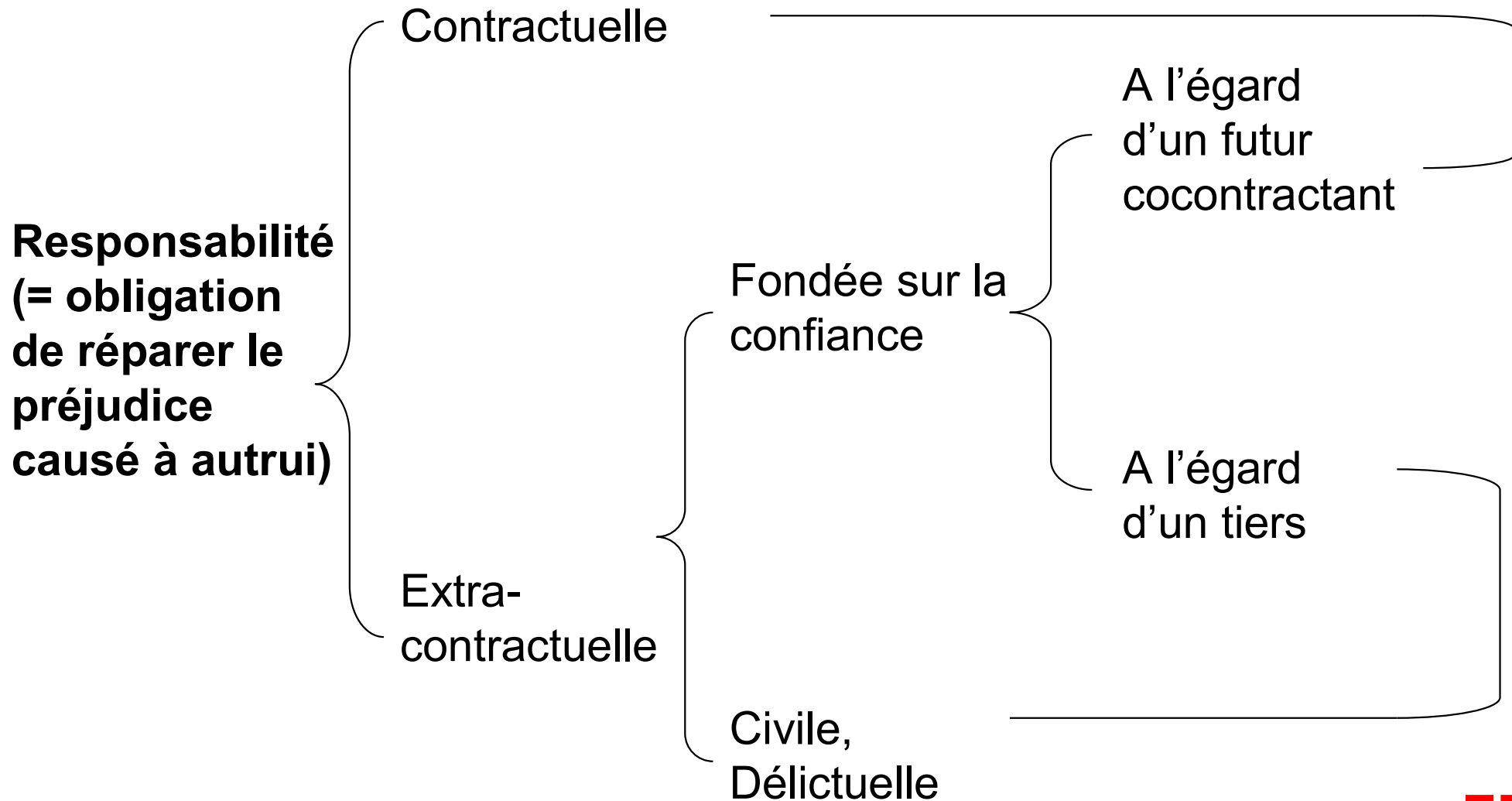
La définition de la «responsabilité»

En général



Les divers types de responsabilité

Panorama général



Les divers types de responsabilité

Panorama général

Un ingénieur commet une erreur de manipulation avec son nouveau théodolite. En réglant son appareillage, il dirige le faisceau laser en direction du visage passant. La rétine de ce dernier est irrémédiablement endommagée	Un ingénieur commet une erreur de manipulation avec son nouveau théodolite. En procédant à la mensuration, il se trompe de cinquante centimètres. L'ouvrage est mal implanté et le maître doit détruire les fondations avant de les reconstruire.	Sur demande du maître, un ingénieur s'équipe d'un nouveau théodolite très sophistiqué en vue d'un important contrat. La veille de la signature du contrat, le maître lui annonce qu'il renonce à son projet et le remercie de ses études préalables.	L'acheteur d'un fonds remet à sa banque une expertise géologique qu'il a commandée à un ingénieur et qui atteste de la bonne qualité du sous-sol. En cours de construction, on découvre que l'expert n'a pas détecté les piètres qualités statiques de l'immeuble.
Responsabilité délictuelle	Responsabilité contractuelle	Responsabilité pré contractuelle	Responsabilité sur la confiance
<ul style="list-style-type: none"> • frais de traitement et de convalescence • incapacité de travail • frais de reconversion • atteinte à l'avenir économique 	<ul style="list-style-type: none"> • frais de destruction et de reconstruction • indemnisation des autres entreprises • perte d'exploitation en raison du retard 	<ul style="list-style-type: none"> • prix du théodolite • prestations fournies • autres affaires manquées 	<ul style="list-style-type: none"> • perte de la valeur du gage immobilier • diminution de la valeur de rendement

Les divers types de responsabilité

La responsabilité civile

Responsabilité pour faute	Commission d'une faute		Art. 41 CO
Responsabilité objective simple	Violation d'une obligation de diligence	Pour autrui	Art. 55 CO
		Pour une chose	Art. 58 CO Art. 679 CC
Responsabilité objective aggravée	Réalisation du risque inhérent à l'état de fait visé		Art. 58 LCR
			Art. 59a s. LPE Art. 30 ss LGG

Les divers types de responsabilité

La responsabilité civile

Responsabilité pour faute	Responsabilité objective simple	Responsabilité objective aggravée
Dommage	Dommage	Dommage
Causalité	Causalité	Causalité
Illicéité	Violation de diligence	
Faute		
		Réalisation du risque
		Lien avec état de fait

Les divers types de responsabilité

La responsabilité contractuelle

Responsabilité pour «fait personnel»	Responsabilité pour «fait d'autrui»	
	Auxiliaire (101 CO)	Substitut (399 CO)
Dommage	Dommage	Dommage
Causalité	Causalité	Causalité
Violation du contrat	Violation du contrat	Violation du contrat
Faute	Acte de l'auxiliaire (même non fautif)	Substitution non autorisée ou Substitut mal choisi / instruit

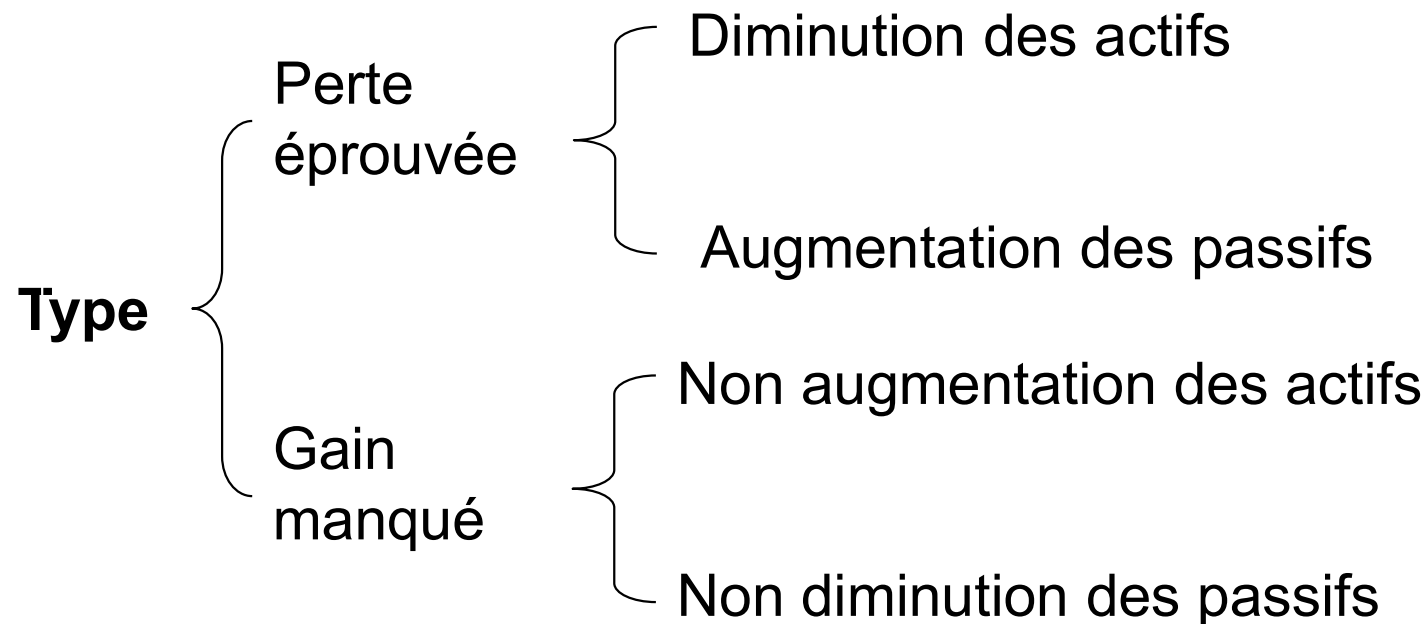
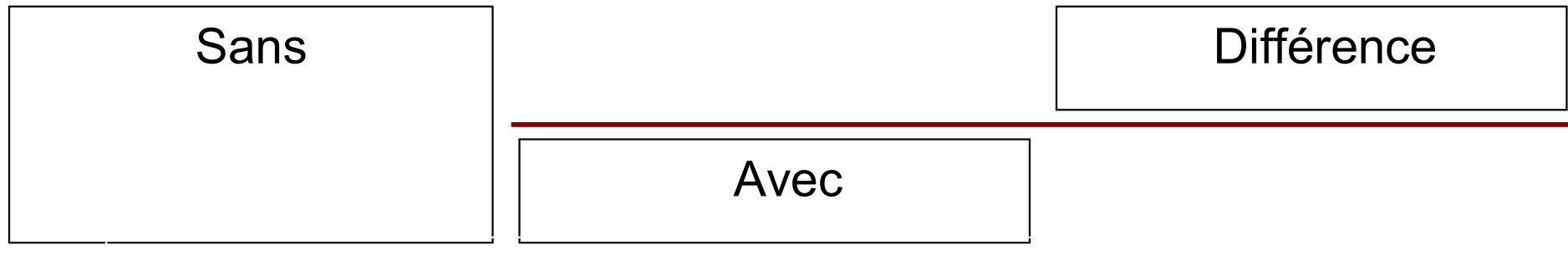
Trois notions communes

Le dommage

Préjudice			
Dommage			Tort moral
«Toute diminution...	...non volontaire...	...du patrimoine»	Souffrance physique ou psychique ressentie à la suite d'une atteinte à la personnalité
Application de la «théorie de la différence»	Victime contrainte à des dépenses	Biens ayant une valeur économique	

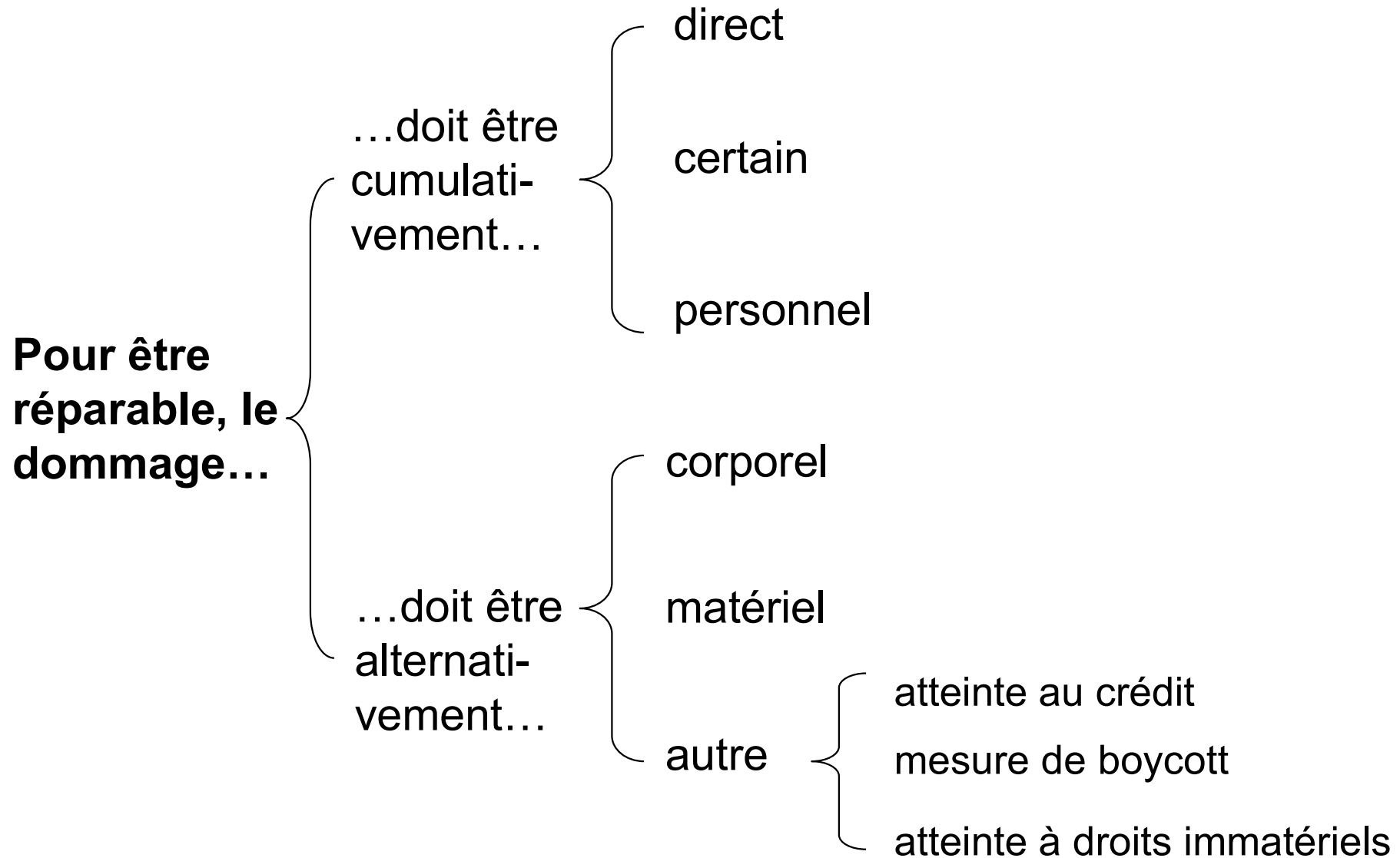
Trois notions communes

Le dommage



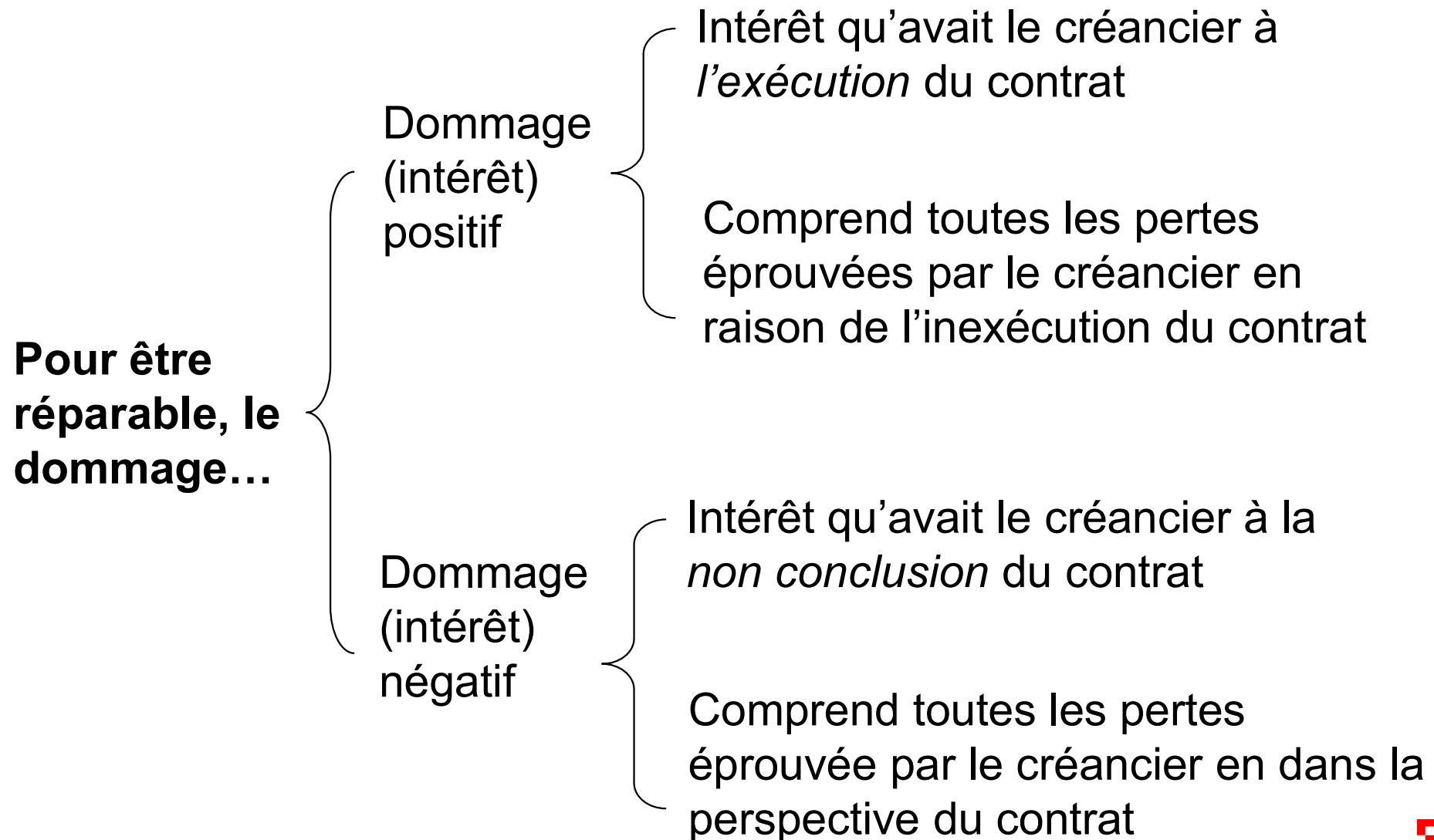
Trois notions communes

Le dommage (non contractuel)



Trois notions communes

Le dommage (contractuel)



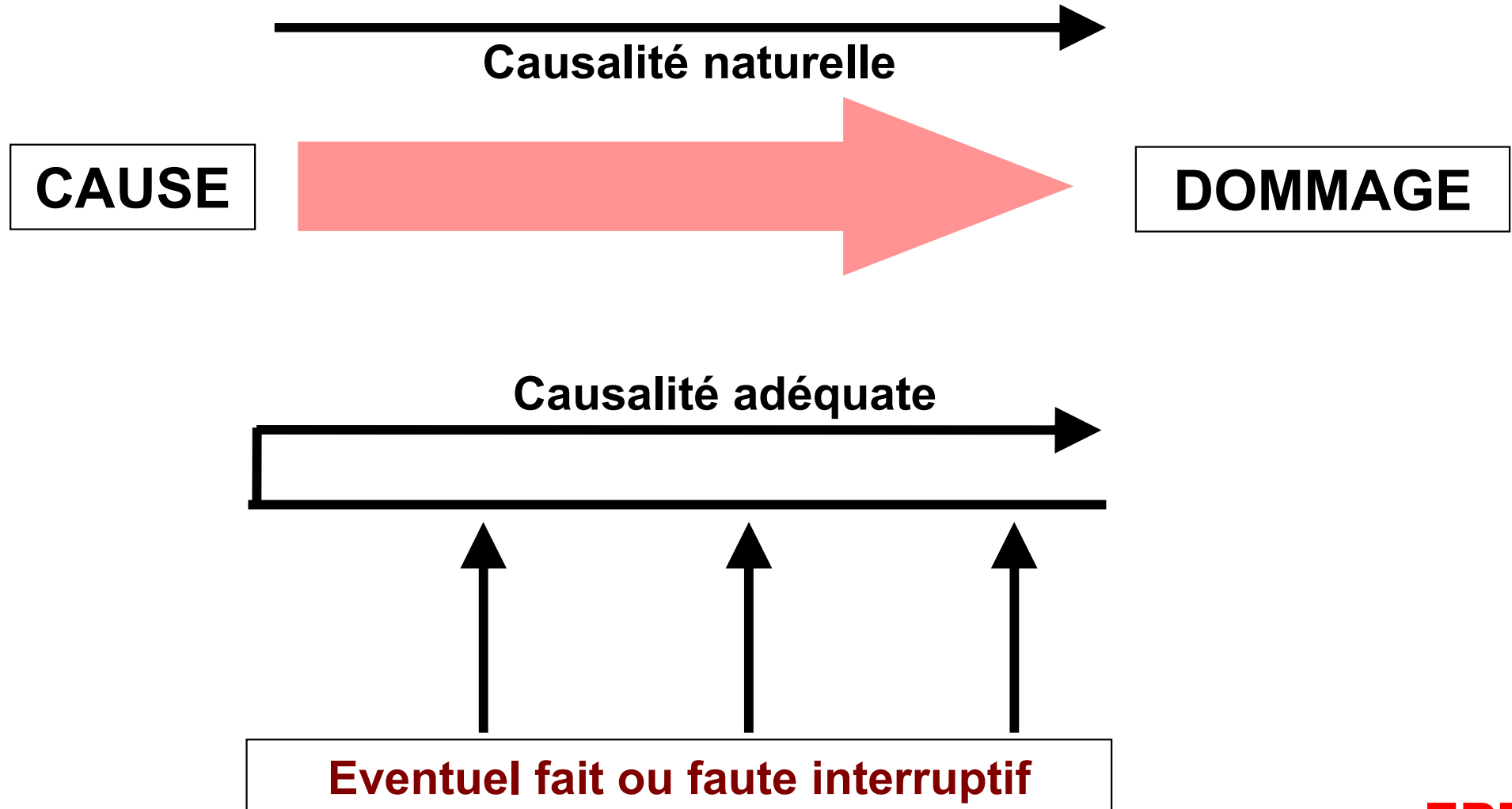
Trois notions communes

Le rapport de causalité

Cause	naturelle	est une condition sine qua non du dommage	rapport mécanique ou logique
	adéquate	est propre, selon le cours ordinaire des choses et l'expérience générale de la vie à entraîner un dommage similaire à celui survenu	pronostic rétrospectif sur la prévisibilité objective
			en comparaison avec un personnage (professionnel) moyen ou normal

Trois notions communes

Le rapport de causalité



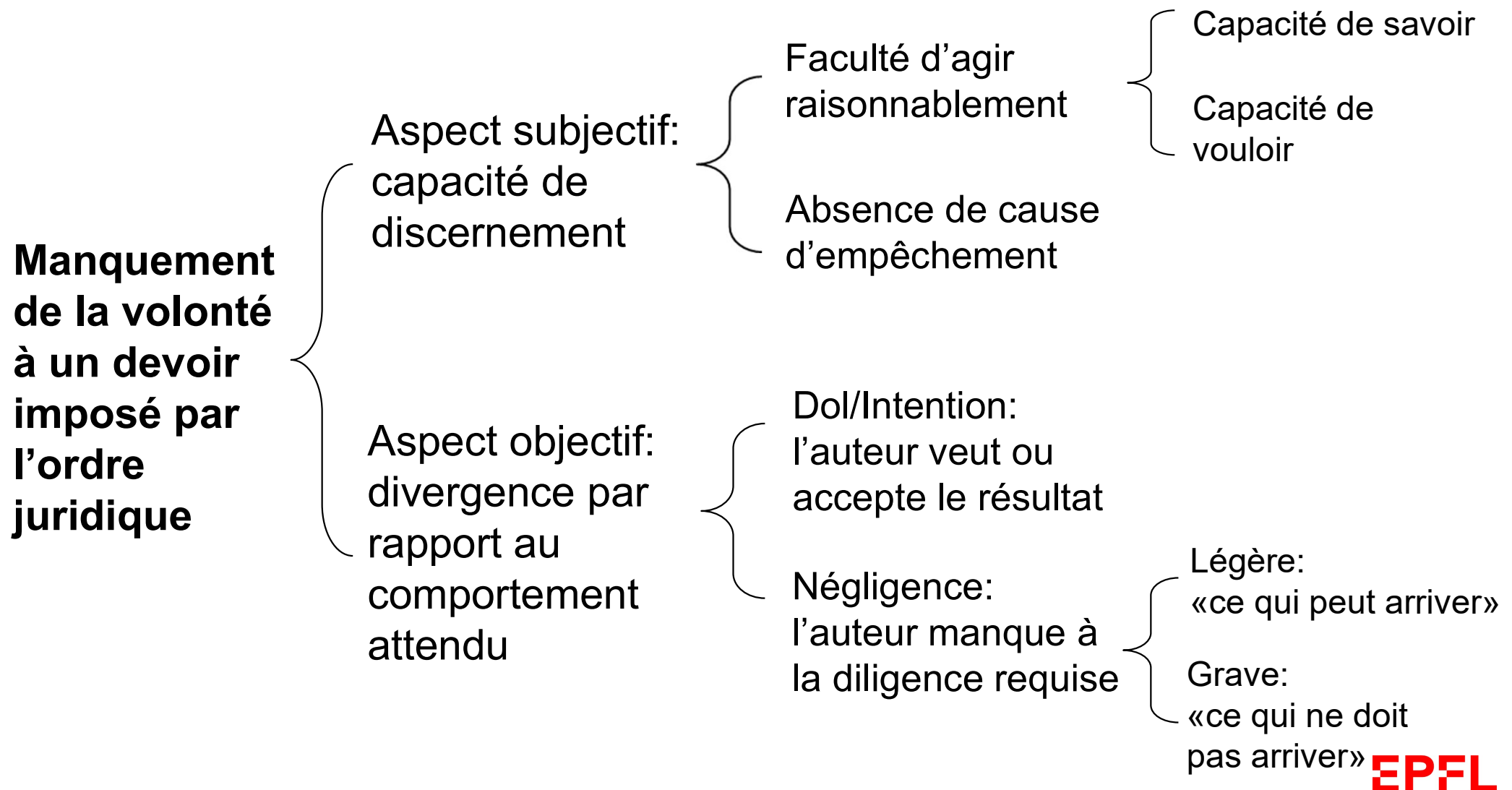
Trois notions communes

Le rapport de causalité

Interruption de la causalité en cas de...	force majeure	Événement imprévisible et extraordinaire survenant avec une force insurmontable
	faute/fait du lésé	Si cette faute ou ce fait est si grave que qu'elle ou il relègue à l'arrière plan la faute ou le fait du responsable
	faute/fait d'un tiers	

Trois notions communes

La faute



Trois différences

Panorama

	Action délictuelle	Action contractuelle
Responsabilité pour les auxiliaires	Art. 55 CO Le défendeur dispose de preuves libératoires	Art. 101 CO Le défendeur n'a pas de preuves libératoires
Preuve de la faute	Art. 41 CO La faute du défendeur doit être prouvée	Art. 97 CO La faute du défendeur est présumée
Prescription de l'action	Art. 60 CO (PR) L'action se prescrit en principe par 3 ans	Art. 127 CO (PR) L'action se prescrit en principe par 10 ans

Trois différences

La responsabilité pour les auxiliaires

Action en responsabilité délictuelle Art. 55 CO	Action en responsabilité contractuelle Art. 101 CO
<p>1 L'employeur est <u>responsable</u> du dommage causé par ses travailleurs ou ses autres auxiliaires dans l'accomplissement de leur travail, s'il ne prouve qu'il a pris tous les soins commandés par les circonstances pour détourner un dommage de ce genre ou que sa diligence n'eût pas empêché le dommage de se produire</p> <p>2 L'employeur a son <u>recours</u> contre la personne qui a causé le préjudice, en tant qu'elle est responsable du dommage .</p>	<p>1 Celui qui, même d'une manière licite, confie à des auxiliaires, tels que des personnes vivant en ménage avec lui ou des travailleurs, le soin d'exécuter une obligation ou d'exercer un droit dérivant d'une obligation, est <u>responsable</u> envers l'autre partie du dommage qu'ils causent dans l'accomplissement de leur travail.</p> <p>2 Une convention préalable peut <u>exclure</u> en tout ou en partie la responsabilité dérivant du fait des auxiliaires.</p>

Trois différences

La preuve de la faute

Action en responsabilité délictuelle Art. 41 al. 1 CO	Action en responsabilité contractuelle Art. 97 al. 1 CO
Celui qui cause, d'une manière illicite, un dommage à autrui, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence, <u>est tenu de le réparer.</u>	Lorsque le créancier ne peut obtenir l'exécution de l'obligation ou ne peut l'obtenir qu'imparfaitement, le débiteur <u>est tenu de réparer</u> le dommage en résultant, à moins qu'il ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable.

Trois différences

La prescription de l'action

Action en responsabilité délictuelle Art. 60 CO	Action en responsabilité contractuelle Art. 127 CO
<p>¹ L'action en dommages-intérêts ou en paiement d'une somme d'argent à titre de réparation morale <u>se prescrit par trois ans</u> à compter du jour où la partie lésée a eu connaissance du dommage ainsi que de la personne tenue à réparation et, dans tous les cas, par dix ans à compter du jour où le fait dommageable s'est produit ou a cessé.</p>	<p>Toutes les actions <u>se prescrivent par dix ans</u>, lorsque le droit civil fédéral n'en dispose pas autrement.</p>
<p><i>^{1bis} En cas de mort d'homme ou de lésions corporelles, [...]</i></p> <p><i>² Si le fait dommageable résulte d'un acte punissable de la personne tenue à réparation [...]</i></p>	<p><i>(Art. 128 CO) Se prescrivent par cinq ans:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <i>1. les loyers et fermages, les intérêts de capitaux et toutes autres redevances périodiques;</i> <i>2. [...]</i> <i>3. les actions des artisans, pour leur travail; des marchands en détail, pour leurs fournitures; des médecins et autres gens de l'art, pour leurs soins; des avocats, procureurs, agents de droit et notaires, pour leurs services professionnels; ainsi que celles des travailleurs, pour leurs services.</i>